



Cyprus Sports Organisation



European Economic and Social Committee



Séminaire sur les paris sportifs et la lutte contre le blanchiment d'argent

co-organisé par le Conseil de l' Europe
et
la Présidence chypriote de l'Union européenne

Date:

11 décembre 2012
14h00 – 19h00

Lieu:

Comité économique et social européen (CESE)
Bâtiment Jacques Delors, salle JDE63 (6ème étage)
99, rue Belliard
1040 Bruxelles Belgique

Conclusions du séminaire

préparées par le Secrétariat de l'APES

avec l'aimable soutien de M. Andreas Frank, consultant

Face à la prolifération à l'étranger d'opérateurs n'obéissant à aucune réglementation, l'essor des paris sportifs favorise les pratiques illicites comme les fraudes, le trucage de matchs, la corruption, les ententes illicites et le blanchiment d'argent.

Les organisations criminelles maximalisent leurs profits illicites en infiltrant stratégiquement les compétitions sportives aux fins d'opérations de trucage de match. Les paris sportifs illégaux ou irréguliers représentent désormais un marché qui brasse des milliards de dollars et qui est parfois infiltré ou contrôlé par le crime organisé.

La menace grave qui pèse sur l'intégrité du sport s'inscrit dans le cadre de l'internationalisation de la criminalité, plus rapide que la répression et la coordination de la réglementation à l'échelle internationale. Sous l'effet de l'internationalisation de la criminalité, les mesures prises au niveau national sont, même lorsqu'elles supposent une répression rigoureuse, insuffisantes car elles déplacent le problème d'un pays à l'autre.

Les questions de souveraineté nationale ont souvent fait obstacle aux enquêtes pénales en l'absence de coopération active entre les organes de répression des pays concernés. La lutte contre les paris sportifs illégaux et irréguliers s'arrête trop souvent aux frontières nationales.

La lutte contre la criminalité organisée va au delà des moyens dont disposent les associations sportives. Le caractère mondial du trucage de matchs, des fraudes, de la corruption et du blanchiment d'argent par l'intermédiaire des paris sportifs exige un effort des services de répression du monde entier qui doivent trouver des solutions pour faire face à cette menace.

Force économique motivée par le profit, la criminalité organisée doit être combattue sur le terrain économique. Le blanchiment d'argent est le « talon d'Achille » des activités criminelles et de la criminalité organisée et devrait être au cœur de la lutte contre les paris sportifs irréguliers. C'est en se concentrant sur les activités criminelles qui portent sur le blanchiment d'argent et en privant les criminels de leurs gains mal acquis que la criminalité organisée sera touchée là où elle est le plus vulnérable.

Les opérateurs publics (placés sous la tutelle de l'Etat) et privés qui fournissent des services de jeux d'argent et de hasard ne sont pas d'accord sur la manière dont les opérateurs en ligne titulaires d'une licence peuvent contrôler effectivement la filière du blanchiment d'argent. Ils s'accordent toutefois sur la menace grave pour l'intégrité du sport que représente le nombre très élevé d'opérateurs de jeux d'argent et de hasard non réglementés qui n'ont pas de licence ou sont dans des pays où la supervision est peu rigoureuse, voire inexistante.

En raison du caractère mondialisé de l'internet, bon nombre des opérations de jeux d'argent et de

hasard en ligne ne relèvent d'aucune juridiction particulière. Les risques importants comme les fraudes et le blanchiment d'argent auxquels les consommateurs européens sont exposés et les milliers de sites de jeux d'argent et de hasard en ligne non réglementés souvent en dehors de l'Europe à leur disposition ont été mis en évidence par l'UE dans son Livre vert sur les jeux d'argent et de hasard en ligne dans le marché intérieur (COM(2011)128)). D'après ce livre, sur les 14 823 sites actifs de jeux d'argent et de hasard en ligne dans l'UE, plus de 85 % sont exploités sans aucune licence.

Les services répressifs ont besoin de la coopération du secteur privé pour pouvoir enquêter efficacement sur les cas de blanchiment d'argent et engager des poursuites mais aussi à des fins de prévention. Tenu de signaler les transactions douteuses, le secteur des jeux d'argent et de hasard doit prévoir suffisamment de ressources financières et humaines à cette fin. Une approche à plusieurs niveaux, comprenant l'ensemble des parties prenantes, et une législation cohérente au niveau mondial (incluant les pays asiatiques) s'imposent donc de toute urgence.

Il faudrait lutter efficacement contre les offres illégales. Toute offre légale fondée sur une réglementation bien pensée s'appuyant sur des normes minimales convenues à l'échelon international et une application effective du régime international de lutte contre le blanchiment d'argent sont le meilleur moyen de surveiller correctement les paris sportifs en ligne compte tenu du caractère sans frontières de l'internet.

ANNEXE I

Séminaire sur les paris sportifs et la lutte contre le blanchiment d'argent

co-organisé par le Conseil de l' Europe

et

la Présidence chypriote de l'Union européenne

Bruxelles, Belgique

11 décembre 2012, 14h00 – 19h00

Fiche d'information

Organisateurs

L'Accord partiel élargi sur le sport (APES) du Conseil de l'Europe et la Présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne (Sport), avec le soutien du Comité économique et social européen (CESE)

Arrière-plan

La Recommandation CM/Rec(2011)10 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la promotion de l'intégrité du sport pour lutter contre la manipulation des résultats, notamment les matchs arrangés (adoptée par le Comité des Ministres le 28 septembre 2011, lors de la 1122^{ème} réunion des Délégués des Ministres), *invite l'APES, si besoin est, en coopération avec les unités compétentes du Secrétariat Général, à envisager des activités de monitoring et/ou de suivi de la présente recommandation.*

La Recommandation inclue des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent (essentiellement les paragraphes 14 à 19 des lignes directrices annexées à la recommandation).

L'APES souhaite mettre en place un échange de connaissances entre des experts des politiques sportives, du marché des paris et de la lutte contre le blanchiment d'argent, afin de déterminer si le domaine des activités de paris sportifs doit être considéré comme un secteur à risque en matière de blanchiment d'argent et exploré plus en profondeur.

Alors que le Conseil de l'Europe est en train de lancer la négociation d'une éventuelle Convention sur la manipulation des résultats sportifs, qui pourra englober des principes et mesures concernant la régulation des paris et la collaboration avec les autorités policières, un échange de vues avec des experts impliqués dans le blanchiment d'argent permettra de clarifier l'éventuelle compétence du secteur des paris dans la lutte contre le blanchiment d'argent et celle des cellules de renseignement financier dans la détection, la prévention et la répression de la manipulation des résultats.

La manipulation des résultats est également au centre des préoccupations de l'Union européenne, où elle est abordée sur de multiples plateformes. Le Forum européen du Sport, qui s'est récemment tenu à Nicosie, a approuvé la Déclaration de Nicosie sur la lutte contre les matchs truqués, un guide qui inspirera les activités futures. D'un point de vue formel, le Conseil de l'UE prépare des conclusions sur le trucage des matchs, qui aborderont la nécessité d'une collaboration entre les autorités policières, les régulateurs de paris et le mouvement sportif.

Dans un esprit de coopération, la Présidence chypriote de l'UE et l'APES ont, pour ce faire, uni leurs efforts pour organiser un séminaire technique réunissant des experts des paris sportifs et de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Objectifs

1. définir le bénéfice mutuel et la pertinence d'une collaboration entre les autorités de régulation des paris et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment d'argent ;
2. sensibiliser les différentes autorités, le mouvement sportif et les opérateurs de paris aux activités actuelles de lutte contre le blanchiment d'argent ;
3. déterminer de quelle manière le rôle des autorités de lutte contre le blanchiment d'argent peut être mentionné dans le processus en cours visant à renforcer la prévention et la lutte contre la manipulation des résultats sportifs.

Éléments du programme et méthodologie

Le programme comprendra des présentations et débats offrant un espace pour apprendre et partager avec des opérateurs des paris sportifs, des agences financières, des autorités responsables du sport et des autorités policières.

Un autre élément important du programme est la mise à la disposition des participants d'un espace destiné au partage de leurs expériences et au travail en commun. À cette fin, l'équipe a prévu des échanges interactifs au cours des séances de travail.

Résultats

Compte tenu du travail devant être effectué par l'APES sur ces questions, les résultats attendus de cette conférence pourraient comprendre :

1. Evaluer le besoin d'activités futures (par ex. suggestions à l'APES, à MONEYVAL, aux institutions de l'UE) ;
2. Evaluer le besoin de travaux et publications.

Date et lieu

11 décembre 2012, 14h00 – 19h00

Comité économique et social européen (CESE)
 Bâtiment Jacques Delors, salle JDE63 (6^{ème} étage)
 99, rue Belliard
 1040 Bruxelles, Belgique

Langues de travail

Anglais et français

Programme préliminaire

11 décembre	
13:00	Enregistrement des participants Café de bienvenue
14:00	Ouverture du séminaire <ul style="list-style-type: none"> • Conseil de l'Europe • Présidence chypriote du Conseil de l'UE • Comité économique et social européen (CESE)
14:20	Introduction <i>Processus internationaux en cours pour traiter les questions liées au trucage des matchs et aux paris illégaux</i>
14:40	1. Le risque du blanchiment d'argent dans le contexte des paris sportifs et du trucage des matchs
15:00	2. Les risques, mesures préventives et actions opérationnelles du point de vue d'un opérateur de paris international
15:15	3. Les risques, mesures préventives et actions opérationnelles du point de vue d'une loterie nationale
15:30	Pause café
16:00	4. Aperçu des mesures préventives prises par une autorité de régulation du marché des paris
16:15	5. Evaluation des risques et expériences de paris sportifs au sein des cellules de renseignement financier

16:30	6. La perspective du mouvement sportif	Andreas Krannich, Sport Radar
16:45	Tour de table sur d'éventuelles initiatives internationales, animé par Andreas Frank, Consultant	Andreas Frank, Consultant
	<ul style="list-style-type: none"> • Application de la loi / Répression • Sociétés de transfert d'argent • Mécanismes de contrôle du blanchiment d'argent • Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe • Présidence du Conseil de l'UE 	Alessandro D'Addario, Europol Dr Thaer Sabri – Electronic Money Association (EMA), Président Livia Stoica, MONEYVAL, Secrétaire exécutive adjointe Kent Härstedt, député (Suède) Pambos Stylianou, Présidence chypriote du Conseil de l'UE
17:45	Conclusions et clôture du séminaire	Ewa Markowicz, Présidente du Comité de direction de l'APES
18:00	Cocktail	
19:00	Fin	

Participants

Représentants des pouvoirs publics et d'organisations sportives s'occupant de la régulation des paris sportifs, la prévention des mauvais comportements liés aux paris dans les compétitions sportives, l'application du droit en matière financière, la lutte contre le blanchiment d'argent, ...

- Fonctionnaires des Ministères du Sport
- Régulateurs des paris
- Cellules de renseignement financier
- Organes de contrôle du blanchiment d'argent
- Industrie bancaire
- Etc.

Le séminaire rassemblera jusqu'à 40 participants de l'UE, du Conseil de l'Europe ou des Etats membres de l'APES.

Conditions de participation

- La participation au séminaire est gratuite.
- A la fin du séminaire, un cocktail sera offert par la Présidence chypriote du Conseil de l'UE.
- Les frais de voyage et d'hébergement sont à la charge des participants.

Visas

- Les participants devront vérifier s'ils doivent se procurer un visa et, le cas échéant, faire le nécessaire avant le départ.
- Le Conseil de l'Europe pourra préparer des notes officielles pour les participants sélectionnés nécessitant un visa. Les frais de visa sont à la charge par les participants.

Information

Pour de plus amples informations sur le programme, voir les sites web www.coe.int/epas et www.cso.org.cy.

Contact

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Secrétariat de l'APES au Conseil de l'Europe :

Mme Caroline Larghi

Avenue de l'Europe

F-67075 STRASBOURG Cedex

Tel: +33 (0)3 88 41 34 29

E-mail: caroline.larghi@coe.int

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

(uniquement en anglais)

Public authorities

ANDORRA

Mr Jordi BEAL VILAGINES

Coordonnateur des Sports

Gouvernement d'Andorre

Secrétariat d'Etat aux Sports

Mr Xavier BARDINA PAU

Coordinateur général

Bureau des jeux Gouvernement d'Andorre

ARMENIA

Mr Vahe ELOYAN

Ministry of Sport and Youth Affairs

Head of Staff

AUSTRIA

Mr Ilan FELLMANN

Federal Ministry for Defense and Sport

Senior Advisor

AZERBAIJAN

Dr Azer MAHARRAMOV

Ministry of Youth and Sport

CEO of Azeridmanservis LTD - state enterprise

BELGIUM

Mr François TRICARICO

Attaché

Fédération Wallonie-bruxelles

Ministère – Secrétariat général

Direction des Relations Internationales

CYPRUS – EU Presidency

Mr Pambos STYLIANOU

Chairman

Cyprus Sports Organisation

Mr Andy LOPPAS
Member of the Board of Directors
Cyprus Sports Organisation
Mrs Ioanna PARASKEVOPOULOU
European and International Affairs Officer
Cyprus Sports Organisation

Mrs Eleni KAZAFANIOUTOU
Officer
Cyprus Sports Organisation

DENMARK

Mr Torben HOFFELDT
Counsellor, Culture, AV, Copyright and Sport
Permanent Representation of Denmark to the European Union

FINLAND

Mr Ville KORHONEN
Counsellor (Education, Youth, Culture, Audiovisual, Sport)
Permanent Representation of Finland to the EU

Ms Heidi SULANDER
Senior Adviser
Ministry of Education and Culture

FRANCE

Ms Caroline LARLUS-LEFEBVRE
Autorité de Régulation des Jeux en Ligne
Responsable du Département Sport

Mr Alexandre MARGUERITE
Chef du bureau des relations internationales
Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative

GERMANY

Mr Torsten WEIDEN
Desk Officer
Federal Ministry of the Interior

Dr Sven PERSCH
Desk Officer
Federal Ministry of the Interior

GREECE

Ms Anna DALAMANGA
Counsellor

Culture, Audiovisual, Youth, Sport & Tourism
Permanent Representation of Greece to the EU

ITALY

Mr Andrea CARLETTI
Italian Presidency of the Council of Ministers
Department for Regional Affairs, Tourism and Sport
Office for Sport

LITHUANIA

Mr Ramune BISTRICKAITE
Legal Adviser
Department of physical Education and Sports

Ms Agne URBONAITE
Adviser on Communication and EU issues
Department of physical Education and Sports

POLAND

Ms Agata DZIARNOWSKA
Ministry of Sport and Tourism
Senior Expert
Ministry of Sport and Tourism

Ms Ewa MARKOWICZ
Head of Unit for Bilateral and Multilateral Cooperation
Department of International Cooperation

SPAIN

Mr Camilo VÁZQUEZ BELLO
Consejero de Educación
Representación Permanente de España ante la Unión Europea

SWEDEN

Mr Michael LINDMAN
Ministry of Culture
Desk officer

Mr Tomas LINDMAN
Counsellor
Permanent Culture, Audiovisual and Sport Representation of Sweden to the European Union

UNITED KINGDOM

Mr Hitesh PATEL
Department for Culture, Media and Sport
Head of International Sport, Major Sports Events and Anti-Doping

Mr Nicola WHITEHEAD
UK Attaché Education, Youth, Culture, Sport and Audiovisual
UK Permanent Representation to the EU

European Commission

Ms Charmaine HOGAN
Policy Officer
Seconded National Expert
Directorate General Internal Market and Services

Mr Javier HUERTA BRAVO
Internal Market and Services DG
Unit E3 – Online Services

Mr Gianluca MONTE
Commission européenne
Policy Officer, Sport Unit

Organisations

APCO WORLDWIDE

Mr Riccardo MEZZASALMA
Project consultant, representing the French Football League (LFP)

ASSOCIATION OF EUROPEAN PROFESSIONAL FOOTBALL LEAGUES

Mr Emanuel MACEDO DE MEDEIROS
CEO

CONSEIL INTERNATIONAL DU SPORT MILITAIRE (CISM)

Col Marcio POTENGY DE MELLO
Project Manager & Section Manager
CISM General Secretariat

EU ATHLETES

Mr Jonas BAER-HOFFMANN
Policy Officer

EUPPORTUNITY

Mr Bernardo AGUIAR
Consultant

EUROPEAN GAMING AND BETTING ASSOCIATION (EGBA)

Mr Florian CARTOUX

Senior Advisor
European Affairs

EUROPEAN OLYMPIC COMMITTEE EU OFFICE

Mr Folker HELLMUND
Director

Mr Mathieu FONTENEAU

EUROPEAN PARI MUTUEL ASSOCIATION

Ms Florence GRAS
General Delegate

EUROPEAN SPORTS SECURITY ASSOCIATION (ESSA)

Mr Khalid W. ALI
Secretary General

IRIS

Mr Pim VERSCHUUREN
Chercheur

PREMIER LEAGUE/SROC

Mr Mathieu MOREUIL
Head of EU Public Policy

SPORT AND CITIZENSHIP

Mr Maxime LEBLANC
European Project Leader

SUPPORTERS DIRECT EUROPE

Mr Alexander BIELEFELD
EU Affairs Consultant

THE REMOTE GAMBLING ASSOCIATION

Mr Pierre TOURNIER
EU Adviser

Speakers

Mr Torbjørn FRØYSNES
Ambassador
Council of Europe

Mr Pambos STYLIANOU
Chairman
Cyprus Sports Organisation

Mr Alfredo CORREIA
European Economic and Social Committee

Mr Andreas FRANK
FRANK Consultancy Services GmbH

Mr David NORMAN
Global Head of AML/MLRO

Mr Thierry PUJOL
Directeur de la Gestion des Risques et de la Sécurité
La Française des Jeux

Mr Nick TOFILUK
Director of Regulation
The Gambling Commission

Mr Philippe DE KOSTER
Belgian Financial Intelligence Processing Unit
Vice-Chair

Mr Andreas KRANNICH
SPORTRADAR AG

Mr Alessandro D'ADDARIO
Europol

Ms Livia STOICA
MONEYVAL Secretariat
Action against Crime Department

Mr Kent HÄRSTEDT
Swedish Parliament

Organisers

Mr Stanislas FROSSARD
EPAS Executive Secretary
Council of Europe

Mr Vassos KOUTSIOUNDAS
Financial Controller
Cyprus Sport Organisation
EU Presidency

Ms Heather STEWART
EPAS Administrative assistant
Council of Europe